

DOSSIER DOCUMENTAIRE CHAPITRE 9 – LA POLITIQUE ECONOMIQUE DANS LE CADRE EUROPEEN

I – L’INTEGRATION EUROPEENNE ET SES EFFETS

A – L’intégration économique et monétaire

1. Présentation

Doc 1 : Vidéo : les grandes étapes de la construction européenne

Un projet économique pour une paix durable

- À la suite de quel grand événement les gouvernants européens ont-ils voulu construire l’Europe ? Pour quelles raisons ?
- Selon vous, la construction européenne est-elle achevée ?

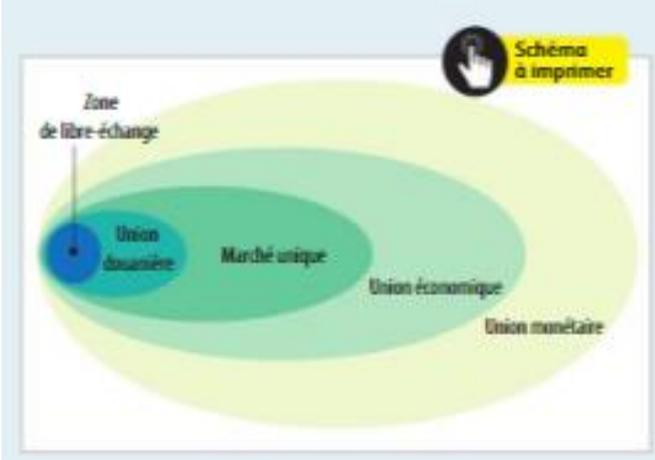
« Les grandes étapes de la construction européenne », Le Monde.fr, 24 mars 2017 © INA.

2. La construction économique

Exercice 1 : Les étapes de la construction européenne



- Quels sont les produits qui font l’objet d’une libre circulation grâce au traité de 1951 ?
- Que crée la Communauté économique européenne (CEE) en 1957 ?
- En 1993, quels sont les apports du marché unique par rapport à une union douanière ?
- En quoi l’euro s’inscrit-il dans la continuité de la construction européenne depuis 1951 ?
- Placez les dates de la chronologie dans le schéma.



DÉFINITION

Intégration économique
 Développement des interdépendances entre des pays, par le développement des échanges et la mise en œuvre de politiques communes ou harmonisées. L’intégration économique s’effectue par étapes successives :

- Zone de libre-échange : libre circulation des biens et des services ;
- Union douanière : tarif extérieur commun ;
- Marché unique : libre circulation des capitaux et des personnes ;
- Union économique : harmonisation des politiques économiques et sociales ;
- Union monétaire : taux de change fixes ou adoption d’une monnaie unique.

3. La construction monétaire

Doc 2 : La monnaie unique, une étape indispensable ?

L'élaboration de l'euro, dès les années 1970, s'inscrit dans un mouvement d'approfondissement de la construction européenne. Avec une monnaie unique, les Européens veulent servir le bon fonctionnement du marché commun et mettre un terme à l'instabilité monétaire.

En 1992, le traité de Maastricht prévoit ainsi la création de l'euro et d'une Banque centrale européenne, indépendante des États membres. À l'époque, seuls le Royaume-Uni et le Danemark refusent de changer de monnaie. La Suède fera le même choix trois ans plus tard lors de son entrée dans l'Union européenne.

À partir du grand élargissement de 2004, tous les nouveaux entrants s'engagent à intégrer l'euro dès qu'ils auront été à même de remplir les conditions prévues.

Critères de convergence

Pour faire partie de la zone euro, il faut remplir quatre « critères de convergence ». Les trois premiers portent sur la stabilité des prix, du taux de change et des taux d'intérêt. Le dernier, à la fois le plus connu et le plus important, concerne les finances publiques. Le déficit ne doit pas dépasser 3 % du PIB, tandis que la dette doit être contenue sous le seuil de 60 % du PIB.

Dès l'origine, respecter ces critères n'a pas été chose aisée. La France a dû mettre en œuvre une politique de rigueur¹ pour y arriver.

Jules LASTENNET, « Pourquoi l'euro ? », touteleurope.eu, 16 septembre 2019.

1. Politique économique qui a pour objectif à court terme de revenir à la stabilité des prix et de réduire les déficits publics et extérieurs en augmentant les prélèvements obligatoires et/ou en diminuant les dépenses publiques.

- 1 Pour quelles raisons l'euro a-t-il été créé ?
- 2 Tous les pays de l'Union européenne ont-ils l'obligation de l'adopter ?
- 3 Quels sont les critères à respecter ?
- 4 Citez un ou deux pays membres de l'Union européenne mais qui ne sont pas dans la zone euro.

NE PAS CONFONDRE

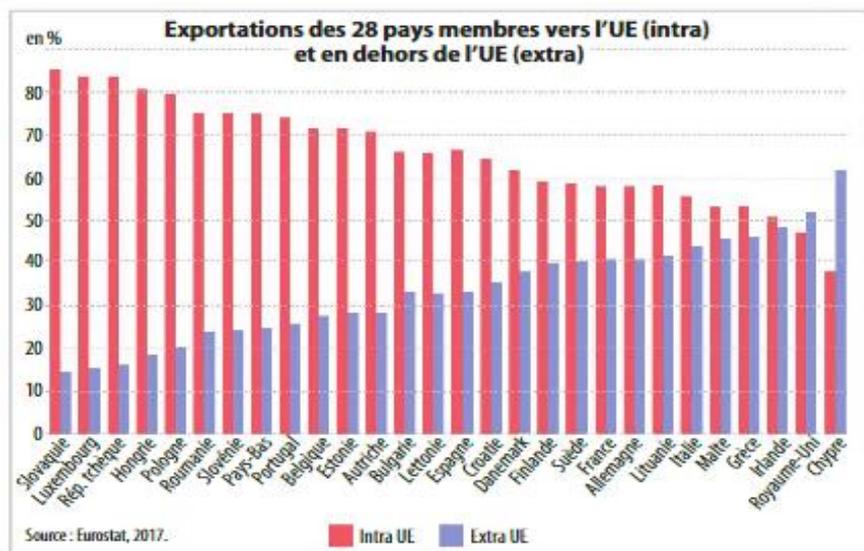
Marché unique et zone euro

Le **marché unique** regroupe les 27 pays de l'Union européenne. C'est un espace sans frontières où les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement. La **zone euro** regroupe les 19 pays de l'UE qui ont adopté l'euro comme monnaie unique.

B – Les effets de l'intégration européenne

1. Les effets sur la concurrence et le commerce

Doc 3 : Un commerce intraeuropéen florissant



- 1 Rédigez une phrase présentant la signification précise des données pour la Slovaquie.
- 2 Quelle information générale retirez-vous de ce document sur les exportations des pays membres de l'Union européenne ?
- 3 Quelles sont, selon vous, les conséquences probables du Brexit sur les chiffres des exportations du Royaume-Uni vers l'Union européenne ? Appuyez-vous sur les chiffres du document pour justifier votre réponse.

Doc 4 : Vidéo : le rejet de la fusion Alstom/Siemens



Questions :

1. Quels sont les secteurs d'activité des entreprises Alstom et Siemens ?
2. Qu'est-ce qui avait motivé la volonté de fusionner les deux entreprises ?
3. Pourquoi la fusion des deux entreprises a-t-elle été rejetée par la commission européenne ?

Doc 5 : La libéralisation des services publics et ses effets

A. Politique de la concurrence et service public, quel bilan ?

« Depuis les années 1980, l'Union européenne et les États membres ont conduit des politiques de libéralisation des services publics de réseau (communications, énergie, transports), avec l'ouverture progressive à la concurrence d'activités jusque-là organisées en situation de monopole national ou territorial. [...]

Si on introduit de la concurrence, celle-ci tend à être oligopolistique : seul un petit nombre d'entreprises entrent en jeu, souvent à l'échelle européenne (le marché de l'électricité est ainsi dominé entre quatre acteurs), ce qui limite la concurrence et leur donne beaucoup de latitude pour fixer les prix ou la variété des services. On se retrouve ainsi avec les défauts du monopole... [Par ailleurs] la rentabilisation financière devient prioritaire au risque d'entraver la durabilité. On observe un recours à des externalisations croissantes aux effets négatifs sur la société. Enfin, dans le domaine des relations sociales, la tendance est à la précarisation des emplois (emplois temporaires, mini-jobs, travail en statut d'indépendant ou sous-traité, salarisation et/ou formations internes réduites, reconversions professionnelles plus fréquentes...) [...]. »

■ Pierre Bauby, « Europe et services publics : un bilan des libéralisations », *Alternatives économiques*, 18 fév. 2019.

B. Les étapes de la libéralisation du marché de l'électricité en France

- 2000 **Création de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)**
- 2004 **EDF perd son statut d'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)** pour devenir une société anonyme (SA)
- 2007 **Libéralisation du marché de distribution de l'électricité.** Les ménages français ont pu souscrire un contrat de fourniture auprès d'opérateurs privés concurrents
- 2019 **Suppression progressive du tarif réglementé de l'électricité**

- 1 En quoi consiste la libéralisation des services publics (doc. A et B) ?
- 2 Selon vous, quel est l'objectif poursuivi par les pouvoirs publics quand ils ouvrent à la concurrence certains services publics (doc. A) ?
- 3 Comment s'est déroulée la libéralisation du marché de l'électricité en France (doc. B) ?
- 4 Quels sont les effets négatifs liés à la libéralisation des services publics (doc. A et B) ?

2. Les effets ambivalents sur la croissance économique et les inégalités

Doc 6 : Vidéo : Quel bilan de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?



Xerfi Canal, « Le décryptage éco », novembre 2017.

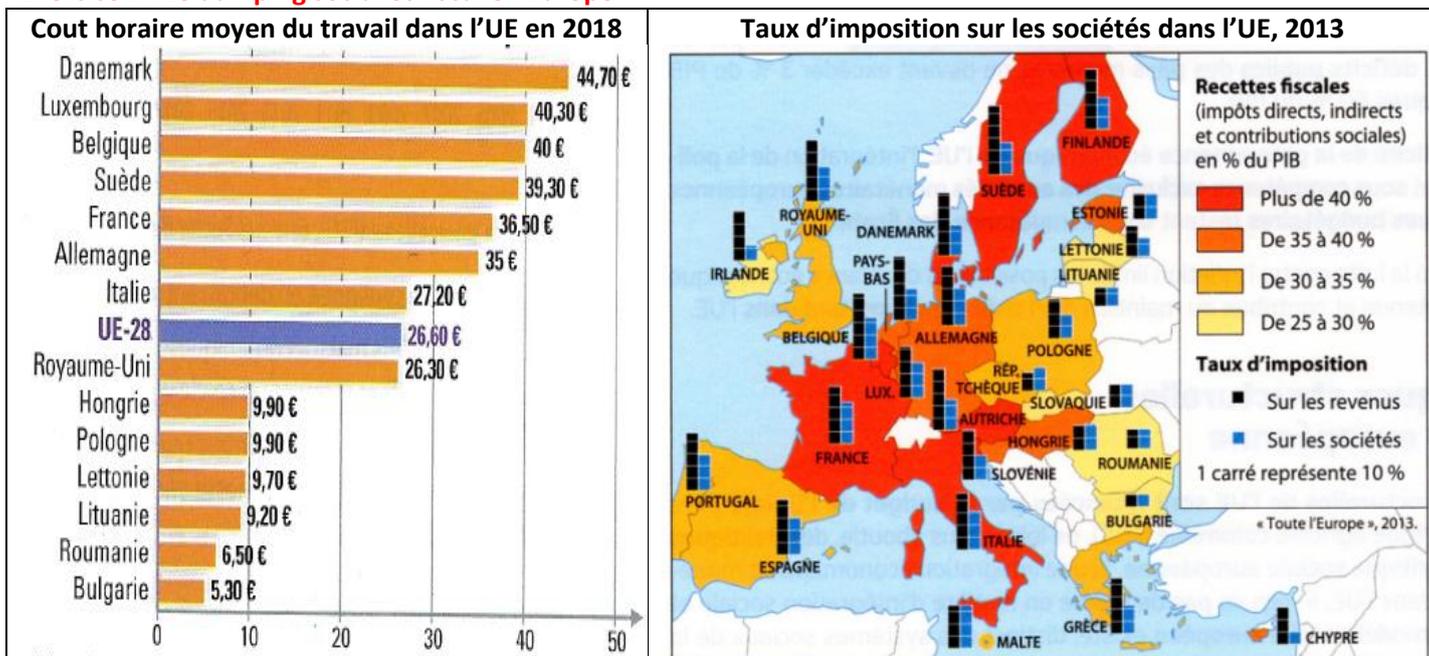
- 1 Quels sont les apports de l'intégration européenne pour les pays d'Europe de l'Est ?
- 2 Comment l'économie allemande freine-t-elle leur rattrapage économique ?

DÉFINITION

Croissance économique

Augmentation durable de la production dans un pays, généralement mesurée grâce au taux de croissance du PIB en volume entre deux années. C'est un processus de long terme, qui se traduit à court terme par des phases d'expansion (taux de croissance positif) et de récession (taux de croissance négatif).

Exercice 2 : Le dumping social et fiscal en Europe



1. Comparez le cout du travail entre pays européens. D'où peuvent provenir les écarts de coûts ? Pourquoi peut-on alors parler de « dumping social » entre Etats membres ?
2. Comparez les taux d'imposition entre les différents pays européen. Pourquoi peut-on alors parler de « dumping fiscal » ?

Dumping : stratégie commerciale visant à vendre temporairement à un prix inférieur à ses couts de production afin de conquérir des parts de marché

II – LA POLITIQUE ECONOMIQUE CONJONCTURELLE DANS LE CADRE EUROPEEN

A – Les principes de la PEC

1. Définition, typologie et instruments

Doc 7 : Vidéo : Austérité ou relance ?



Question :

Complétez le tableau ci-dessous à l'aide des propositions suivantes : Augmentation des dépenses publiques (investissements publics), hausse des impôts, lutter contre l'inflation, baisse du chômage, baisse des dépenses publiques, hausse de la demande, réduire la dette publique, baisse des impôts.

	Objectifs	Moyens
Politique d'austérité		
Politique de relance		

2. La politique de relance

Doc 8 : Comment la politique budgétaire peut-elle stabiliser la croissance ?

L'atténuation des variations de la conjoncture grâce aux recettes et aux dépenses publiques peut s'exercer de deux façons, mécanique ou volontaire.

En cas de ralentissement de l'activité économique, les dépenses publiques (indemnités chômage, certaines prestations sociales, etc.) tendent à augmenter spontanément, alors que les recettes perçues par l'État diminuent. Cette situation entraîne une dégradation du solde budgétaire. Mais ce transfert de revenus de l'État qui s'opère au profit des ménages et des entreprises permet de compenser mécaniquement les effets négatifs du ralentissement économique comme la baisse des dépenses des agents économiques. [...] Les recettes et les dépenses jouent ainsi le rôle de stabilisateurs automatiques du cycle économique.

Lorsque la conjoncture économique se dégrade fortement ou en cas de crise, les pouvoirs publics peuvent décider

d'intervenir directement et de mettre en œuvre des mesures spécifiques en termes de dépenses, d'impôts ou de transferts sociaux afin d'influer volontairement sur la conjoncture. Les pouvoirs publics prévoient un montant de dépenses publiques supérieur aux ressources prélevées sur les agents économiques. L'État peut augmenter certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc., ou diminuer certaines recettes (réduction de l'impôt sur le revenu pour les ménages, remises d'impôts pour les entreprises, etc.). Le déficit budgétaire permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant une augmentation de la demande des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour la consommation ou l'investissement.

« Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ? », Viepublique.fr, 12 septembre 2019.

- 1 Comment le budget de l'État a-t-il un effet de stabilisation automatique sur les cycles de croissance ?
- 2 Comment l'État peut-il agir volontairement pour réduire l'instabilité de la croissance ?
- 3 Comment le déficit public est-il financé ? Quel est le danger pour l'État ?

REPÈRE

Politique procyclique ou contracyclique ?

La politique budgétaire, tout comme la politique monétaire, est censée être contracyclique : relancer l'activité en période de récession et la ralentir en période d'expansion. Mais dans la réalité, les politiques conjoncturelles sont parfois procycliques et accroissent l'instabilité des cycles de croissance.

Pour aller plus loin, voir : [Vidéo : le Portugal, un exemple de relance](#)

B – L'efficacité des PEC européenne en question

1. Un problème de coordination des instruments

Doc 9 : [Vidéo : La banque Centrale Européenne \(BCE\) et l'Eurosystème](#)



- 1 Qu'est-ce que l'Eurosystème ?
- 2 Quel est l'objectif principal de l'Eurosystème ?
- 3 Comment les décisions sont-elles prises en son sein ?

Rappel de 1^{er}

Banque centrale

Institution, généralement publique, considérée comme la « banque des banques ». Elle dispose du monopole d'émission de la monnaie centrale, que tous doivent accepter dans les paiements sur un territoire. Cette monnaie prend deux formes : fiduciaire (les billets et les pièces) et scripturale (les comptes des banques auprès de la banque centrale).

Pour aller plus loin, voir : [Vidéo : A propos de la BCE](#)

2. Quel "Policy Mix" ?

Doc 10 : L'hétérogénéité des situations économiques dans l'UE

En 2018	Taux de croissance économique (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'inflation (%)
Allemagne	1,5	3,2	1,9
France	1,7	8,8	2,1
Espagne	2,4	14,3	1,7
Grèce	1,9	18,5	0,8
Irlande	6,9	5,7	0,5
Italie	0,8	10,6	1,1
Pologne	5,1	3,7	1,2
Roumanie	4,1	4,2	4,1
Royaume-Uni	1,4	4	2,5
Suède	2,4	6,3	2
Zone euro	1,9	7,8	1,8
Union européenne	2	6,5	1,9

Sources : D'après données Eurostat et OCDE, 2019.

- 1 Rédigez une phrase présentant la signification précise des données entourées.
- 2 Comparez la situation économique de la France et de l'Espagne.
- 3 Explicitiez deux grandes différences économiques entre la Grèce et l'Allemagne.
- 4 Quel type de politique monétaire peut souhaiter un pays comme l'Allemagne pour soutenir sa croissance économique ?
- 5 Quels pays pourraient être pénalisés par une politique monétaire restrictive si elle venait à être mise en œuvre ?

Exercice 3 : Simuler la PM et ses effets

Dans la zone euro, la politique monétaire vise principalement à garantir la stabilité des prix, comprise comme une inflation inférieure mais proche de 2 % par an. Vous êtes gouverneur de la Banque centrale, chargé de définir de manière indépendante des gouvernements la politique monétaire unique dans cette zone.

- 1 Compte tenu du niveau de l'inflation dans la zone euro, devriez-vous adopter une politique monétaire restrictive (hausse du taux d'intérêt directeur) ou expansive (baisse du taux d'intérêt directeur) ?



- 2 Compte tenu de la politique choisie, complétez le schéma avec le signe ↗ (hausse) ou ↘ (baisse).



- 3 Montrez que cette politique monétaire unique peut avoir des effets différents pour Chypre et les Pays-Bas.